Modification du code des obligations en vue d'une prolongation du congé pour les activités de jeunesse extra-scolaires

Monsieur le conseiller fédéral,

Le Conseil d'État de la République et du Canton de Neuchâtel vous remercie de l'avoir associé à la procédure de consultation relative à la modification de l'article 329e du Code des obligations, visant une prolongation du congé-jeunesse d'une semaine à deux et la suppression de la condition que cette activité soit déployée au sein d'une organisation.

Le Conseil d'État salue la volonté du Conseil fédéral de prolonger le congé-jeunesse à deux semaines par année ainsi que celle d'élargir l'application de cette disposition légale aux activités hors cadre associatif. Il est au surplus relevé que cette mesure favorise l'employabilité des jeunes en leur permettant de développer des compétences transversales au sein de milieux associatifs. Il relève néanmoins qu'un processus de consultation des partenaires sociaux serait pertinent, étant donné que les employeurs pourraient se montrer réticents à l'ajout d'une semaine de congé supplémentaire, même sans solde, pour un public qui doit déjà prendre fréquemment congé pour des raisons familiales ou liées au service militaire.

S'agissant de l'aspect purement rédactionnel de cet article, le Conseil d'État regrette que l'occasion n'ait pas été saisie de modifier la syntaxe des domaines couverts par les activités de jeunesse extra-scolaires, en précisant que ceux-ci ne concernent pas que la culture ou le social, mais également d'autres domaines comme le sport. Il aurait ainsi été nécessaire que l'adverbe « notamment » figure avant les domaines spécifiés afin d'éviter que l'on retienne que cette liste est exhaustive.

Au surplus, le Conseil d'État espère que cet avant-projet permettra d'apporter une visibilité au congé jeunesse, lequel est actuellement peu connu et usité.

Finalement, même si cela ne résulte pas à proprement parler de la présente consultation, le Conseil d'État déplore la coupe de 2,2 millions de francs au montant alloué au programme Jeunesse+Sport, qui peut sembler incohérente avec la volonté de prolonger la durée du congé-jeunesse.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente prise de position, nous vous prions de croire, Monsieur le conseiller fédéral, à l'expression de notre haute considération.

Neuchâtel, le 10 septembre 2025

Au nom du Conseil d'État :

La présidente,
C. GRAF

La chancelière,
S. DESPLAND